

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

HMN20A07SRV du 11/03/2020

Location et entretien de distributeurs essuie-mains pour les
Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor et Albert
Chenevier

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	1/14
--	--	------

SOMMAIRE

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3. DETERMINATION DES PRIX.....	4
ARTICLE 4. EXECUTION DU MARCHÉ	5
Article 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES	7
ARTICLE 7. ASSURANCES	8
ARTICLE 8. NANTISSEMENT.....	8
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 10. CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ	9
ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉSILIATION	9
ARTICLE 11. LITIGES	10
II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	11

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	3/14
--	---	------

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1. Objet

Le présent marché a pour objet « Location et entretien de distributeurs essuie-mains pour les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor et Albert Chenevier »

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor font partie de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

2. Forme

Accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 de l'Ordonnance 2018-1074 et des articles R2123-1 et 2162-13 du Décret 2018-1075.

3. Durée

Le marché prend effet à compter sa date de notification pour une durée de un an.

Il sera renouvelable, par tacite reconduction, trois fois, sans pouvoir excéder quatre ans.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent la possibilité de résilier le marché à compter de la date de notification moyennant un préavis de un mois par lettre recommandée avec avis de réception.

Pour les marchés de service, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du Décret n°2018-1075 relatif aux marchés publics.

4. Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor s'engagent sans montant minimum pour toute la durée du marché.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum de 72 000 € HT pour toute la durée du marché.

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est régi par les documents mentionnés ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Particulières n° HMN20A07SRV du 11/03/2020 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.
- Les bons de commande ;
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3. DETERMINATION DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	4/14
--	---	------

réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir à la personne responsable du marché toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

1. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement livrées.

2. Contenu des prix

Les prix s'entendent :

- A l'unité d'emploi ;
- En euros, avec deux décimales si possible ;
- Hors taxes sans qu'il y ait de minimum de commande ou de participation aux frais de traitement ;
- Complets, comprenant toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

3. Régime des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont fermes la première année conformément à l'article R2112-9 du Décret 2018-1075.

Ils seront toutefois révisables annuellement en cas de baisse du tarif général des articles faisant l'objet du marché (article R2112-13 du Décret 2018-1075).

Cette révision sera établie à la date d'anniversaire du marché notifié.

Le titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix au moins deux mois avant chaque date anniversaire du marché **via la Plateforme PLACE**.

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s).

En cas de non-respect du délai : le prix précédemment pratique sera reconduit pour une durée de 12 mois.

Clause butoir :

L'augmentation annuelle du prix est fixée à 2%.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 2%, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor donneront lieu à l'établissement d'une note d'information, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

ARTICLE 4. EXECUTION DU MARCHÉ

1. Emission des bons de commande

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	5/14
--	---	------

Le marché est exécuté par émission de bons de commande.

Les bons de commande sont établis par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et émises aux titulaires par courrier ou télécopie.

Les bons de commande indiquent :

- Numéro (référence à 10 chiffres commençant par 45) et date du bon de commande (à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture) ;
- Objet détaillé de la commande ;
- Référence du marché ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Adresse de livraison ;
- Adresse de facturation ;
- Date et heure de livraison ;
- Désignation des prestations ;
- Délai d'exécution ;
- Montant total HT et TTC ;
- Taux et montant de la TVA.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le ou les titulaires ont la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour pallier ses défaillances éventuelles.

2. Durée de validité des bons de commande

La durée de la validité des bons de commande ne pourra excéder celle de la durée du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une prestation à la date de début de marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

3. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché.

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission du bon de commande.

Le personnel du titulaire exécutera les prestations pendant toute la durée du marché. En cas de changement de personnel, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

1. Dispositions générales

La location et l'entretien de distributeurs d'essuie-mains seront exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire qui devra se conformer strictement aux prescriptions du présent Cahier des Clauses Particulières pour l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire sera tenu de se conformer au règlement hospitalier.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

2. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	6/14
--	---	------

Conformément aux articles R2143-5 à R2143-10 du Décret 2018-1075, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

3. Secret professionnel

Tant pendant la durée du marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (techniques, financiers ou organisationnels) auxquels le fournisseur aurait eu accès dans le cadre du marché doivent restés confidentiels et sont couverts par le secret professionnel.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte.

Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES

1. Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP (y compris ceux qui n'ont pas l'obligation de dématérialiser leurs factures depuis le 1^{er} janvier 2017).

Il est fortement recommandé au titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signés ou non signés).

Le cas échéant, les factures sont également admises au format papier, en un seul exemplaire, à l'adresse de facturation suivante : Service facturier APHP TSA 21601 – 59781 Lille cedex 9, qui figure sur **le bon de commande**.

Les factures doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	7/14
--	---	------

- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- N° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- N° des bons de livraison et leur date *le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;*
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

2. Paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Conformément à l'article R2192-11 du Décret 2018-1075, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours.

Ce délai court à compter de la réception de la facture après service fait. Si ce délai est dépassé, le titulaire se voit bénéficiaire d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt légal appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, majoré de huit points de pourcentage, en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Une indemnité pour frais de recouvrement de 40 euros sera versée systématiquement en sus des intérêts moratoires.

3. Avances

Si le titulaire a demandé à la page 2 de l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance, celle-ci sera versée en application de l'article R2191-3 du Décret 2018-1075.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé à la directrice Des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation,
- pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire du marché est tenu d'informer les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

ARTICLE 8. NANTISSEMENT

Le marché pourra faire l'objet d'un nantissement conformément aux dispositions de l'article R.2191-45 du Décret 2018-1075.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	8/14
--	---	------

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le fournisseur sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 10. CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ

1. Contrôle

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité éditée par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et communiquée au titulaire.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse au courrier ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure dans les conditions prévues aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS.

3. Modifications du marché

En application de la Section 1 du Chapitre IV du Décret 2018-1075, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.

4. Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Conformément à l'article R.1194-2 du Décret 2018-1075, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉSILIATION

1. Pénalités

En cas de retard sur un quelconque délai, le titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité de retard portant sur la portion de prestation restant à exécuter et calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

*P = Montant des pénalités
V = Valeur pénalisée T.T.C.
R = Nombre de jours calendaires de retard*

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	9/14
--	---	------

Indépendamment des pénalités de retard, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor auront la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur.

Par ailleurs, des pénalités cumulables entre elles pourront être appliquées dans les cas suivants :

- Non-respect des clauses du cahier des charges : 100€ HT ;
- Non-respect des obligations relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales (article 5) : une pénalité de 500€ HT par jour de retard ;
- Mauvaise qualité de la prestation : 50€ HT par constat de la mauvaise qualité établi par le cadre du service ;
- Problèmes de facturation répétitifs : 25€ HT par problème.

A chaque constatation de non-conformité, erreurs ou non-respect, ces pénalités seront imputées au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

2. Résiliation

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent, si le fournisseur ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / FCS (Chapitre VI).

Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur défaillant, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité, aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 2143-5 à 2143-10 du Décret 2018-1075.

Dans l'hypothèse où l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris serait amenée à mettre en place des marchés centraux pour le type de prestations concédées au titulaire, le présent marché sera résilié. Cette résiliation éventuelle ne donnera pas lieu à indemnisation du titulaire. L'AP-HP informera le titulaire par courrier trois mois avant la mise en œuvre du nouveau marché.

Enfin, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général si les prestations ne correspondent plus aux besoins ou en cas de réorganisation quelconque.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du titulaire. L'AP-HP informera le titulaire par courrier un mois avant la résiliation effective.

ARTICLE 11. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	10/14
--	---	-------

II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	11/14
--	---	-------

Descriptif de l'appareil et de la bobine :

Distributeur d'essuie-mains textiles à rétractation automatique de la portion de bobine textile utilisée, longueur d'utilisation constante.

L'appareil, les bobines, la prestation, doivent être conformes ou équivalents à la norme NF G 33-003 « Textiles - Essuie-mains en distributeurs- Spécifications et service location entretien » ou toute autre norme équivalente, sauf spécification particulière.

Appareil autonome, **fonctionnement mécanique**.

Section de bobine disponible pour essuyage : de 30 à 40 cm.

Longueur de bobine : 35 à 40 m

Largeur de bobine : 26 à 29 cm.

Tissu : 100% coton, couleur blanc

Armure « Hacobak » ou armure équivalente pour l'efficacité de la fonction essuyage.

Grammage : 200 g/m² minimum.

Les bobines reconditionnées doivent avoir subi un traitement antibactérien et antifongique.

Le conditionnement des bobines livrées doit permettre leur protection jusqu'à leur mise en place dans les distributeurs.

Les appareils devront obligatoirement avoir le marquage CE.

Des notices d'emploi des appareils doivent être fournies lors de la première commande du site et à la demande du référent, ainsi que les consignes pour le nettoyage courant de l'appareil.

Les modalités de fixation des appareils doivent être efficaces tout en nécessitant un minimum de travaux et en occasionnant un minimum de dégradation des locaux d'implantation à l'installation et à la désinstallation, en accord avec le référent et sur ses instructions. Le prestataire n'est pas tenu à la remise en état des locaux après désinstallation de l'appareil, si ce minimum est respecté.

L'appareil devra être équipé d'un système d'ouverture/fermeture protégé.

La prestation comprend :

- La mise à disposition d'un distributeur, son installation et désinstallation des anciens appareils et colmatage des anciens points de fixation non utilisé lors de la repose. L'installation des appareils est planifiée au début de la prestation en commun accord entre le prestataire et le référent de l'hôpital. L'ensemble des appareils devra être installé dans un délai **maximum 15 jours** après le début du marché.
- A défaut de tout autre accord entre les deux parties, le prestataire de l'ancien marché s'engage à retirer l'ensemble des appareils dans un délai **maximum de 15 jours** à la mise en place du présent marché. A l'enlèvement des appareils, l'hôpital sera en droit de demander au précédent prestataire de colmater les points de fixation nécessaire à l'installation des distributeurs, objet du présent marché.
- La mise à disposition d'une bobine textile reconditionnée.
- La définition préalable des besoins et d'un planning d'implantation. Le choix du stock de bobines mis à disposition sera défini en fonction des locaux d'implantation et de l'estimation des besoins. Lors d'une nouvelle commande, une augmentation ou diminution du stock sera possible en fonction de la

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	12/14
--	--	-------

consommation constatée par le référent et le prestataire. En dehors de ces augmentations et diminutions, les commandes, livraisons et collectes seront effectuées à stock constant, une bobine reconditionnée livrée pour une bobine usagée collectée. Les bons de livraison déposés à l'hôpital à chaque rotation, devront mentionner de manière précise et lisible la date, les quantités de bobines reprises et livrées.

- La livraison hebdomadaire des bobines propres et l'enlèvement des bobines usagées sont à la charge du prestataire. Deux points de livraison et deux points d'enlèvement, inclus dans la prestation, seront définis par le référent.
- Un planning de collecte et de livraison hebdomadaire des bobines, défini et assuré par le prestataire, en accord avec le référent. Le non-respect de ce planning de collecte et de livraison sera soumis à des pénalités décrites à l'article 11.1 du présent cahier des clauses administratives particulières.
- L'information nécessaire pour le personnel désigné par l'hôpital à la bonne utilisation des appareils sera définie et diffusée par le prestataire en accord avec le référent du site.
- La fourniture des consommables éventuels, leur mise en place et retrait selon le rythme adapté à un fonctionnement correct de l'appareil.
- Le prestataire respectera un délai et un mode de prise en charge pour les demandes urgentes du référent, demandes urgentes suite à des pannes, des ruptures d'approvisionnement ou toute autre circonstance non prévisible dans le planning de visite régulier. Ce délai ne sera pas supérieur à 72 heures. En cas de non-respect des délais, le prestataire sera passible de pénalités décrites à l'article 11.1 du présent cahier des clauses administratives particulières. En cas de demandes urgentes, le prestataire sera tenu d'avertir son passage par mail dans un délai de 24 heures les référents de l'hôpital aux coordonnées ci-dessous :

Nathalie ROGER : nathalie.roger@aphp.fr

Sylvaine DE ABREU : sylvaine.deabreu@aphp.fr

Adam CHLOUAH : adam.chlouah@aphp.fr

Des notices d'emploi des appareils, ainsi que des jeux de clés (2 par appareil) doivent être fournis à la demande des Hôpitaux Universitaires Henri - Mondor, ainsi que les consignes pour le nettoyage courant de l'appareil.

14.1. Livraisons

Elles seront effectuées le cas échéant sur palette européenne 80 x 120 cm, réutilisable, filmée, d'une hauteur maximale de 1,30 m* et d'un poids n'excédant pas 500 kg ou autre conditionnement (rolls). Toute palette abîmée ou tombée pendant le transport sera systématiquement refusée.

* La livraison de palette d'une hauteur supérieure ne s'effectuera qu'avec l'accord du responsable d'approvisionnement de l'hôpital.

Les camions devront être obligatoirement équipés d'un hayon élévateur et permettre l'identification des circuits propres et sales et des matériels nécessaires au déchargement.

14.2. Conditionnement

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en Français du contenu et les quantités.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN20A07SRV du 11/03/2020	13/14
--	---	-------

Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent C.C.P. respect des règles d'hygiène indispensable en milieu hospitalier notamment le respect des circuits.

14.3. Quantités estimées

Article	Dénomination	Estimation quantité annuelle		
		HMN	ACH	TOTAL
1	Location entretien de distributeurs essuies mains en bobine textile	227 distributeurs	92 distributeurs	319 distributeurs
2	Livraison et collecte des bobines	500 rouleaux tissus blancs par mois, soit 6000 rouleaux par an	120 rouleaux tissus blancs par mois, soit 1440 rouleaux par an	620 rouleaux tissus blancs par mois, soit 7440 rouleaux par an

La localisation des articles dans les services est déterminée par rapport à un planning d'implantation qui vous sera transmis (inventaire).

Les quantités indiquées sont données à titre indicatif, le nombre de distributeurs et de bobines pourra être modifié, en fonction des acquisitions ou d'éventuelles suppressions.